



LES FAITS MARQUANTS DE LA FNUF-4: MARDI 4 MAI 2004

Mardi matin, les délégués ont présenté davantage de déclarations des pays, repris l'examen de la situation du Secrétariat du FNUF, entendu l'exposé concernant l'établissement des rapports nationaux et les présentations sur l'amélioration de la coopération avec les conventions de Rio. L'après-midi, le Groupe de travail I a entendu les résultats du groupe spécial des experts sur le financement et le transfert des technologies écologiquement rationnelles (GSE FINTTER), et le Groupe de travail II a poursuivi ses travaux sur l'amélioration de la coopération.

PLENIERE

DECLARATIONS DES PAYS: LE BENIN a remercié les pays donateurs pour le soutien des politiques forestières dans les pays africains. La REPUBLIQUE DE COREE a déclaré qu'elle a harmonisé son programme forestier national (PFN) avec les propositions d'action des GIF/FIF et a souligné l'importance de la coopération régionale. La GUYANE a souligné l'importance de la création d'un climat économique approprié à l'établissement d'un lien entre la foresterie et l'éradication de la pauvreté. La REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a rapporté les progrès accomplis dans la gestion des conflits ayant rapport avec les forêts et dans les programmes éducationnels, et a mis en relief les réalisations limitées dans le domaine de l'encouragement de la participation. Le LESOTHO a retracé ses efforts visant à gérer les forêts de manière durable et à intégrer la foresterie dans les systèmes d'utilisation des sols. Le MALAWI a souligné son besoin de mettre en place des cadres institutionnels convenables et d'impliquer le secteur privé et les ONG dans la gestion forestière. La TANZANIE a décrit son PFN et a souligné l'importance des communautés locales, des ONG et du secteur privé dans la gestion forestière. L'ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE a mis l'accent sur la nécessité de rattacher la foresterie à l'allègement de la pauvreté, de partager l'information et de renforcer la coopération.

SITUATION DU SECRETARIAT: L'IRLANDE, au nom de l'UE, de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie, a accueilli favorablement le rapport consacré à la situation du Secrétariat, a mis en exergue son rôle dans le renforcement de la coopération en matière de GFD et dans le maintien des parties prenantes, informées.

EVOLUTION DE LA SITUATION DES FORETS, SUR LA BASE DES RAPPORTS NATIONAUX: Le Secrétariat du FNUF a présenté les résultats des rapports nationaux soumis par 16 pays industrialisés, 11 pays en développement et 7 pays en transition économique. Il a rappelé aux participants que l'établissement des rapports nationaux est fondamental pour l'amélioration du travail du FNUF, mais que les rapports actuels fournissent une vision incomplète de la situation forestière et que la plupart des pays ne disposent pas de mécanismes d'évaluation de la mise en application des propositions d'action des GIF/FIF.

Le GUATEMALA, appuyé par les ETATS-UNIS et la NOUVELLE ZELANDE, a mis en garde contre la duplication des rapports. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en relief la nature volontaire des rapports établis dans le cadre du FNUF et a déclaré que les pays pourraient élaborer des rapports sélectifs sur les propositions d'action des GIF/FIF, correspondant à leurs priorités nationales. L'ALLEMAGNE a requis un aperçu général sur la mise

en œuvre de toutes les propositions d'action des GIF/FIF, et a appelé à un feedback des agences internationales, au sujet des rapports soumis.

La MALAISIE, l'INDE et le NIGERIA ont déclaré, chacun, avoir récemment soumis son rapport. Le CHILI et le SALVADOR ont indiqué que leurs rapports nationaux les ont aidés à analyser leurs progrès dans la mise en œuvre.

Le CONGO, appuyé par la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, le GHANA et le NIGERIA, a souligné que peu de pays africains ont soumis leurs rapports, à cause du manque de capacité. Le GHANA a recommandé de réduire le coût de la collecte des données. Le NIGERIA a appelé au renforcement des systèmes d'information forestiers nationaux. Le BURKINA FASO a demandé que les indicateurs soient mieux définis. Le délégué des PHILIPPINES a encouragé l'implication des collectivités locales et des communautés. Le FIDJI a signalé qu'aucun petit pays insulaire en développement n'a soumis de rapport et a appelé au renforcement des capacités.

AMELIORATION DE LA COOPERATION: Pekka Patosaari, Coordinateur et chef du Secrétariat du FNUF, a présenté le document consacré à l'amélioration de la coopération et de la coordination des politiques et des programmes (E/CN.18/2004/13). Il a suggéré que le FNUF procède entre autres: à l'amélioration de l'implication des principaux groupes; à la facilitation de l'édification des partenariats; à l'invitation des membres du PCF à élaborer une contribution sur le rôle des forêts dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire; à la considération des effets qui seront exercés par le Consensus de Monterrey sur la GFD; et au renforcement de la coopération régionale et à la détermination des correspondants régionaux du FNUF.

Le Secrétariat du FNUF a présenté un aperçu général des vues des Etats Membres et du PCF sur la collaboration entre le FNUF et la CDB, soulignant que de nombreuses personnes interrogées s'accordent, entre autres: sur les similarités entre l'approche basée sur les écosystèmes et la GFD; et sur le haut degré de correspondance et de complémentarité potentielle entre les propositions d'action des GIF/FIF et le programme de travail étendu de la CDB axé sur la biodiversité forestière.

Hosny El-Lakany, Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF), a présenté un rapport sur les progrès accomplis par le PCF depuis la FNUF-3 (E/CN.18/2004/INF.1), mettant en exergue: le Livre source du PCF sur le financement de la GFD; le groupe de travail sur la rationalisation des financements ayant trait aux forêts; les travaux sur les définitions; et le soutien de toutes les initiatives du FNUF, menées par les pays et les organisations et de la contribution aux rapports de la FNUF-4.

Henning Wuester, Convention-cadre sur les changements climatiques (UNFCCC), a informé les délégués du cadre commun adopté récemment pour l'établissement des rapports sur les rejets de gaz à effet de serre et sur la fixation de carbone par les forêts, soulignant que l'information qui en résulte sera mise à disposition à titre gracieux et de manière utile aux participants du FNUF. Il a également informé les délégués des nouvelles modalités encadrant les projets d'afforestation et de reforestation, dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre (MDP), de l'UNFCCC.

Manuel Guariguata, Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a mis en relief la valeur de la coopération entre la CDB et le FNUF, et a noté la mise en place d'un service d'information de la CDB, lié aux forêts, ainsi que les récentes décisions de la CDB, concernant la biodiversité des montagnes et les aires protégées.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Andrew Baldwin <andrew@iisd.org>; Radoslav Dimitrov, Ph.D. <rado@iisd.org>; Maria Gutiérrez <maria@iisd.org>; Tamilla Gaynutdinova <tamilla@iisd.org>; et Nicole Schabus <nicole@iisd.org>. Edition numérique: Leslie Paas <leslie@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, du département d'Etat américain); le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI); l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL); le Royaume-Uni (à travers le DFID); le ministère danois des affaires étrangères; le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)); et le ministère néerlandais des affaires étrangères. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUE; le gouvernement australien; le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux; les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères; le ministère norvégien des affaires étrangères; Swan International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI); La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-212-644-0217 ou 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



Rui Zheng, de la Convention sur la Lutte contre la Désertification (CCD), a présenté un rapport sur les activités, en rapport avec les forêts et les écosystèmes, entreprises par la CCD, y compris le récent atelier sur les synergies entre les conventions de Rio, organisé à Viterbe, et les projets dans le cadre du MDP de l'UNFCCC. Il a expliqué que l'allègement de la pauvreté constitue un objectif majeur de la CCD, et a souligné l'importance de s'assurer du caractère abordable des projets, durant la phase de conception des projets.

Kanta Kumari, du Fonds pour l'Environnement (FEM), a présenté la portée de diverses modalités du FEM, qui soutient la mise en œuvre des propositions d'action des GIF/FIF, y compris les Forêts et les Programmes opérationnels de gestion durable des sols. Elle a parlé de sa focalisation sur le renforcement des environnements favorables, et a conclu qu'il existe des possibilités, pour le FEM, de fournir un soutien complémentaire à la mise en œuvre des propositions d'action des GIF/FIF.

Le BRESIL a demandé au FEM, comment la manière dont l'accroissement du financement du renforcement des capacités aiderait à la lutte contre les changements climatiques et contre la désertification. Le PAKISTAN a appelé à des synergies entre les initiatives internationales axées sur les forêts. La NORVEGE a déclaré que le PCF a été l'un des produits importants de l'arrangement international sur les forêts et a demandé si les propositions d'action spécifiques des GIF/FIF ont été mises en opération. Rappelant la récente insertion du suivi et de l'évaluation des forêts, des cueillettes viables, des espèces exotiques envahissantes, la foresterie communautaire, la mise en valeur des forêts et la santé forestière dans le programme opérationnel du FEM, la représentante des ETATS-UNIS a signalé que ces insertions ne sont pas reflétées dans le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre, actuellement devant le Conseil du FEM. Elle a encouragé les délégués à contacter leurs représentants au sein du conseil du FEM, pour s'assurer de leur inclusion.

Le GUATEMALA a appelé à la revue des politiques des institutions financières et à l'accroissement de leurs connaissances concernant le FNUF. Le CONGO a recommandé de coopérer avec les organisations sous-régionales et de considérer l'approche basée sur les écosystèmes. Le Mexique a appelé à une coordination accrue, en vue de rationaliser les ressources.

Au sujet du lien entre l'approche basée sur les écosystèmes et la GFD, la CHINE a déclaré que les deux concepts ont des objectifs similaires, mais mettent l'accent sur des choses différentes, le dernier, accordant une importance égale aux effets environnementaux, sociaux et économiques.

Le porte-parole de la CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA PROTECTION DES FORETS EN EUROPE a présenté un rapport sur la récente Conférence ministérielle, tenue à Vienne, qui a adopté les Indicateurs pan-européens de la GFD, et sur la première session du groupe de travail spécial sur l'élaboration d'une compréhension pan-européenne de la connexion entre l'approche basée sur les écosystèmes et la GFD. L'ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) s'est félicitée du soutien du FEM en faveur des activités forestières et a suggéré que le FEM focalise son engagement sur le programme opérationnel de lutte contre la dégradation des sols.

GRUPE DE TRAVAIL I

Knut Oistad (Norvège), Président du GES FINTTER, a présenté les recommandations du GES FINTTER (E/CN.18/2004/5). Le PEROU, au nom du G-77/Chine, a souligné le besoin urgent d'efforts concrets visant à la réalisation des objectifs de l'aide publique au développement (APD). Signalant que le rapport du GES FINTTER semble avoir une focalisation peu adéquate, sur le besoin d'un soutien de la communauté internationale en faveur des pays en développement, il a recommandé de poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de recommandations particulières. Faisant l'éloge du rapport du GES FINTTER, la représentante des ETATS-UNIS a suggéré de sélectionner un ensemble de recommandations consacrées aux domaines dans lesquels les pays membres et le PCF peuvent catalyser l'action sur le terrain. Evoquant les initiatives pertinentes en cours aux Etats-Unis, elle a présenté ses remarques sur les recommandations du GES FINTTER et a souligné, entre autres: la nécessité d'intégrer les politiques de la GFD dans les stratégies de l'APD; l'importance du micro-financement; et, l'existence de nombreux véhicules pour le transfert des TER.

Le délégué de l'IRLANDE, au nom de l'UE et des pays accédants, appuyé par l'Australie, le CONGO et la NORVEGE, a suggéré qu'un groupe informel, doté d'une représentation équilibrée, se penche sur les liens entre les recommandations du GES FINTTER, du GES SER et de l'Atelier mondial sur le Transfert des TER et la Création des Capacités en matière de GFD, et guide le Bureau et le Secrétariat du FNUF dans la production d'un projet de résolution sur ce sujet. Il a appelé, entre autres: à l'intégration du transfert des TER, dans les processus-cadres, nota-

ment les PFN et les stratégies de réduction de la pauvreté; davantage de recherches appliquées; l'utilisation des ressources disponibles de manière plus efficace.

L'INDE a fait remarquer que la focalisation proposée sur les gouvernements nationaux exige un financement substantiel, a requis des termes préférentiels pour le transfert des TER pour les pays en développement et, avec le COSTA RICA, a mis en exergue le rôle et la contribution du secteur privé.

GRUPE DE TRAVAIL II

Le Groupe de travail II (GT II) s'est réuni l'après-midi pour poursuivre l'examen de l'amélioration de la coopération avec la CDB, l'UNFCCC, l'UNCCD et le FEM.

Le QATAR, au nom du G-77/CHINE, a mis l'accent en relief la coopération entre le FNUF et les trois conventions de Rio, et a souligné l'importance de la soumission des rapports volontaires au FNUF. L'IRLANDE, au nom de l'UE, a mis l'accent sur les liens entre la GFD et l'approche basée sur les écosystèmes et, appuyée par la SUISSE, a fait part de son regret que les initiatives consacrées aux synergies, dans le domaine forestier, avec les trois conventions de Rio, se déroulent à l'extérieur du réseau du PCF. Le JAPON a déclaré que la coordination des activités des membres du PCF réduit les coûts des politiques. L'INDONESIE a mis en exergue les liens entre les politiques forestières et l'éradication de la pauvreté. L'OUGANDA a souligné le besoin de synergies entre les conventions de Rio et a proposé la tenue de réunions mixtes sur les thèmes transversaux. Le PORTUGAL, appuyé par le PEROU, a mis l'accent sur la coopération entre les pays dans le cadre des échanges d'expériences et de l'amélioration des correspondants nationaux. La REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a souligné le besoin d'établir une coopération entre les acteurs sociaux. La COLOMBIE a appelé à une coopération dans le domaine du renforcement des capacités nationales des pays en développement. L'INDE a indiqué que chaque pays devrait pouvoir choisir son approche propre en matière de GFD. La SUISSE a appelé à l'amélioration de la communication entre le FNUF et les divers organes et processus.

Le NIGERIA a souligné la nécessité de synergies intérieures pour la mise en œuvre des instruments et des conventions des Nations Unies. La représentante des ETATS-UNIS, appuyée par la NOUVELLE ZELANDE, a mis l'accent sur l'importance du secteur privé et sur les initiatives régionales et nationales.

La MALAISIE a annoncé la création d'un nouveau ministère des ressources naturelles, et a décrit l'intégration des propositions d'action des GIF/FIF dans son PFN, et a appelé la FAO à soutenir les normes minimales de la certification et l'élaboration des rapports ayant trait aux forêts.

En réponse, le GABON a décrit ses programmes pilotes nationaux axés sur la planification et la gestion de l'utilisation, et ses efforts nationaux en faveur de la conservation, entrepris avec le soutien de l'aide internationale.

Le PCF a parlé de la réunion tenue avec la FAO et d'autres membres, pour des discussions préliminaires sur la certification volontaire, et a rappelé aux délégués qu'il s'agit là d'un sujet difficile, qui requiert un examen soigné.

Le Président du GT-II, Nugrah Swajaya (Indonésie), a annoncé qu'un projet de décision sera circulé avant la fin de cette semaine.

DANS LES COULOIRS

Nonobstant l'incertitude entourant l'arrangement international post-FNUF, certains ont déclaré que, dans les années à venir, les rapports nationaux figureront parmi les questions importantes posées au FNUF. Pour eux, cela est important, car l'établissement des rapports pourrait être perçu comme étant un test décisif pour juger de l'efficacité du FNUF. Quelques délégués ont même suggéré que compte tenu de l'accent placé récemment sur les efforts fournis dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale, il est sans doute temps d'inclure la taxation et les flux d'investissement, dans les rapports nationaux. Dans la discussion sur les liens entre la CDB et la FNUF, certains se sont dit prêt à résister à l'inclusion de l'approche basée sur les écosystèmes, dans le travail du FNUF, estimant qu'elle risque de s'effectuer au détriment des dimensions économique et social du débat autour de la GFD.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: Les délégués se réuniront de 10h à 13h dans la Salle XVIII pour entendre les expériences vécues et les leçons apprises, avec un accent sur l'Afrique.

GRUPE DE TRAVAIL I: Les délégués se réuniront dans la Salle XVIII de 15h à 18h, pour débattre des aspects sociaux et culturels des forêts.

GRUPE DE TRAVAIL II: Les délégués se réuniront dans la Salle XVII de 15h à 18h, pour entendre les résultats du GES SER.